

## CORRIGE TYPE – EXAMEN IEP

QUESTION 01. Pourquoi l'État intervient dans l'économie ? Donnez des exemples concrets pour illustrer vos propos.

**Réponse : (4/4 pts.)**

L'État intervient dans l'économie pour corriger les défaillances du marché, redistribuer les ressources et réduire les inégalités économiques. Les raisons principales incluent :

***1. Correction des défaillances du marché : (2/4 pts.)***

- **Biens publics** : Par exemple, la défense nationale et l'éclairage public sont des biens publics non-exclusifs et non-rivaux, souvent sous-produits par le secteur privé.
- **Externalités** : Les externalités négatives comme la pollution nécessitent des interventions pour internaliser les coûts externes. Par exemple, la régulation des émissions industrielles pour protéger la santé publique.
- **Asymétries d'information** : L'État intervient pour garantir la transparence et protéger les consommateurs, par exemple en réglementant les produits pharmaceutiques.

***2. Redistribution des ressources : (1/4 pts.)***

- **Fiscalité progressive** : Un système fiscal progressif permet de redistribuer les richesses. Par exemple, l'impôt sur le revenu plus élevé pour les riches et les allocations sociales pour les moins fortunés.
- **Transferts sociaux** : Les programmes de sécurité sociale comme les pensions de retraite et les allocations familiales assurent un niveau de vie minimum.

***3. Stabilisation macroéconomique : (1/4 pts.)***

- **Politiques budgétaires et monétaires** : En période de récession, l'État peut augmenter les dépenses publiques et ajuster les taux d'intérêt pour stimuler l'économie. Par exemple, les plans de relance économique après une crise financière.

QUESTION 02. Définissez les quatre types de biens selon les critères de rivalité et d'exclusivité. Fournissez un exemple pour chaque type de bien.

**Réponse : (4/4 pts.)**

Les biens peuvent être classés selon deux critères : l'exclusivité et la rivalité.

***1. Biens privés (Exclusifs et rivaux).*** La consommation par une personne empêche une autre de consommer le même bien et il est facile d'exclure ceux qui ne paient pas. ***(1/4 pts.)***

- *Exemples* : Nourriture, vêtements.

**2. Biens publics (Non-exclusifs et non-rivaux).** Une personne peut consommer le bien sans réduire la disponibilité pour les autres, et il est difficile d'exclure quiconque. (1/4 pts.)

- *Exemples* : Défense nationale, éclairage public.

**3. Biens de club (Exclusifs et non-rivaux).** Les consommateurs peuvent être exclus s'ils ne paient pas, mais la consommation par une personne n'empêche pas celle des autres. (1/4 pts.)

- *Exemples* : Services de télévision par câble, parcs à accès payant.

**4. Ressources communes (Non-exclusives et rivales).** Tout le monde peut y accéder, mais la consommation par une personne diminue la disponibilité pour les autres. (1/4 pts.)

- *Exemples* : Ressources halieutiques, pâturages communaux.

QUESTION 03. Expliquez pourquoi les biens publics sont souvent sous-produits par le marché et comment l'État peut intervenir pour résoudre ce problème.

**Réponse :** (4/4 pts.)

Les biens publics sont sous-produits par le marché en raison de leur nature non-exclusive et non-rivale. Les individus peuvent bénéficier de ces biens sans en payer le coût, ce qui conduit à un problème de passager clandestin. Par conséquent, les entreprises privées n'ont pas d'incitation à produire ces biens, car ils ne peuvent pas exclure les non-payeurs et donc, ne peuvent pas en tirer un profit. (2/4 pts.)

Interventions de l'État pour résoudre ce problème : (2/4 pts.)

**1. Financement public.** L'État peut financer directement la production des biens publics par l'impôt. Par exemple, les infrastructures publiques telles que les routes et les ponts.

**2. Subventions.** L'État peut subventionner les entreprises privées pour produire des biens publics, comme les subventions à la recherche et au développement.

**3. Régulation.** L'État peut imposer des normes et des régulations pour garantir la fourniture des biens publics, comme les normes de sécurité pour les infrastructures.

QUESTION 04. Qu'est-ce qu'une externalité ? Donnez un exemple d'externalité positive et un exemple d'externalité négative.

**Réponse :** (4/4 pts.)

Une externalité se produit lorsque les actions d'un individu ou d'une entreprise ont des effets sur des tiers qui ne sont pas reflétés dans les prix du marché. Ces effets peuvent être positifs ou négatifs. (2/4 pts.)

### 1. Externalité positive :

- **Exemple : L'éducation.** Un individu éduqué contribue à la société en augmentant la productivité globale et en promouvant l'innovation, bénéfiques dont profitent les autres sans en payer le coût. (1/4 pts.)

### 2. Externalité négative :

- **Exemple : La pollution.** Une usine qui émet des fumées toxiques inflige des coûts sur la santé publique et l'environnement, coûts qui ne sont pas pris en charge par l'usine mais par la société en général. (1/4 pts.)

QUESTION 05. Décrivez les différentes solutions publiques aux externalités. Expliquez comment une taxe Pigouvienne peut corriger une externalité négative, et comment des subventions peuvent promouvoir des externalités positives.

Réponse : (4/4 pts.)

### Solutions publiques aux externalités : (2/4 pts.)

**1. Taxes Pigouviennes :** Impôts imposés sur les activités qui génèrent des externalités négatives pour refléter leur coût social total.

- **Exemple :** Une taxe sur le carbone pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Cette taxe incite les entreprises à adopter des technologies plus propres en augmentant le coût des activités polluantes.

**2. Subventions :** Paiements effectués par le gouvernement pour encourager des activités générant des externalités positives.

- **Exemple :** Subventions pour les énergies renouvelables. En rendant ces technologies plus compétitives, les gouvernements encouragent leur adoption, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre.

**3. Réglementations directes :** Lois et règlements imposés par le gouvernement pour contrôler les activités génératrices d'externalités.

- **Exemple :** Normes d'émission pour les véhicules pour réduire la pollution de l'air.

**4. Marchés de droits de pollution :** Systèmes de plafonnement et d'échange où les entreprises peuvent échanger des permis d'émission.

- **Exemple :** Le marché européen du carbone (EU ETS) pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.

**Taxe Pigouvienne pour corriger une externalité négative : (1/4 pts.)**

Les taxes Pigouviennes augmentent le coût des activités polluantes, incitant les producteurs et consommateurs à réduire leur niveau de pollution. Par exemple, une taxe sur le carbone impose un coût supplémentaire aux émissions de CO<sub>2</sub>, encourageant ainsi les entreprises à investir dans des technologies moins polluantes et les consommateurs à réduire leur consommation de combustibles fossiles.

**Subventions pour promouvoir des externalités positives : (1/4 pts.)**

Les subventions réduisent le coût des activités générant des externalités positives, incitant les individus et les entreprises à en produire davantage. Par exemple, des subventions pour les énergies renouvelables rendent ces technologies plus compétitives, encourageant leur adoption et réduisant les émissions de gaz à effet de serre.